



Lundi 16 novembre 2020

Covid et poches pleines

Deux laboratoires, Pfizer et BioNTech, ont annoncé être en mesure de produire un vaccin d'ici quelques mois. D'autres labs, soucieux de rester en course, ont promis dans la foulée que leurs propres vaccins ne sauraient tarder. Cette vitesse a de quoi impressionner, de quoi faire espérer à juste titre un moyen de vaincre la pandémie... Et aussi de quoi faire réfléchir à ce qui ne tourne pas rond dans le système capitaliste.

Immunité sélective

Les vaccins ont permis de grandes avancées en limitant l'incidence des maladies contagieuses, comme la tuberculose, voire en les éradiquant, comme la variole. Pour bien des maladies, le procédé est si efficace que l'on ne s'en rend même plus compte : le nombre de victimes de la rougeole dans le monde a été ainsi divisé par 20 entre 1980 et 2015. Face à la Covid, la vaccination pourrait permettre la fameuse immunité collective en limitant le nombre de malades et en évitant la saturation des hôpitaux.

Mais la vitesse avec laquelle les labs élaborent des vaccins contre la Covid n'est pas liée à leur utilité sociale, mais à leur soif de profits. Ils ne font pas preuve du même empressement dans la lutte contre le paludisme qui touche surtout les pays pauvres (400 000 morts chaque année) et contre lequel il n'existe à ce jour aucun vaccin malgré des recherches prometteuses.

Quand la Sécu assure (les profits)

Dans les pays les plus riches où ces labs jouent à domicile, pillant allégrement les finances des États, la Covid est d'ailleurs déjà l'occasion d'opérations juteuses. Ainsi le groupe de biologie Inovio est aujourd'hui convoité par le fonds d'investissement Ardian. Les profits d'Inovio ont décollé grâce aux tests anti-covid, remboursés à 100 % par l'assurance maladie (quand on n'a pas à le payer soi-même) et qui assurent surtout à ce groupe, à 73 euros le test, une marge confortable !

Avec le vaccin les perspectives de profits sont si considérables que les places boursières ont bondi à l'annonce de Pfizer et BioNTech. Imaginez : une pandémie qui infecte des dizaines de millions de personnes, des États déjà prêts à payer (avec notre argent) rubis sur l'ongle les trusts pharmaceutiques, avant même que les scientifiques aient pu faire les vérifications !

À qui profite le soin

Des dizaines de labs se sont jetés dans la course. Si vite que Sanofi a lancé la production de son propre vaccin avant même le début des essais de phase III, décisifs pour l'évaluation des risques. Ce richissime groupe a pourtant annoncé 1 700 licenciements en Europe, y compris en recherche et développement !

Certes, la recherche médicale progresse par l'émulation. Mais la concurrence n'est pas l'émulation, c'en est un frein de taille, puisque chaque labo cherche à garder ses résultats pour lui seul. S'il est possible de trouver un vaccin en à peine plus d'un an, à quels résultats seraient parvenus les chercheurs s'ils avaient eu la possibilité de partager librement leurs connaissances ? Et combien d'autres progrès aurait-on pu réaliser contre la Covid, notamment en soins palliatifs et dans le traitement des séquelles ?

Rien de rassurant non plus dans la course à laquelle se préparent les États les plus riches. Le gouvernement français a pré-réservé 90 millions de doses vaccinales pour le 1^{er} semestre 2021 et provisionné 1,5 milliard d'euros. Mais même dans les pays riches, combien de gens ne pourront bénéficier du vaccin, faute de moyens ou de couverture sociale suffisante ? Surtout, combien d'États ne peuvent pas déboursier la même somme ! Combien de pays où la population n'aura accès à aucun vaccin ? Les mêmes où, déjà, les équipements sanitaires sont presque inexistants.

L'immunité collective... contre le virus capitaliste

Les progrès de la médecine peuvent à juste titre faire rêver. Faisons aussi le rêve d'un monde immunisé contre la course aux profits. Un monde débarrassé du capitalisme, où recherche scientifique et industrie pharmaceutique seraient sous la direction non plus des actionnaires, mais de celles et ceux qui travaillent.

Le gouvernement décrète à tour de bras

Un décret parmi tant d'autres : pour une « *indemnité exceptionnelle de stage versée aux étudiants en soins infirmiers de deuxième et troisième années durant la période de crise sanitaire* ». 35h de stage par semaine, c'est 98,50 euros la semaine en deuxième année et 86,50 euros en troisième. Waooh, jusqu'à 2,80 euros de l'heure !

Le gouvernement légifère l'exploitation à bas coût. Leur justice n'est pas la nôtre.

Reconnaissance du travail et droit à la formation

En cette période de crise exacerbée des effectifs, le travail produit par les étudiants remplace bel et bien des postes, on le sait. Défendre un salaire qui correspond au travail qu'ils effectuent est un minimum. Des mobilisations se sont fait entendre à l'AP-HP : reconnus en renfort des étudiants ont gagné d'être rémunérés 1190 euros pour 5 semaines. À Nantes aussi, les étudiants refusent d'être les cache-misères de l'asphyxie de l'hôpital : reconnaissance d'un travail par un salaire et droit à la formation, c'est à dire, lutte contre le sous-effectif. Des mobilisations qui pourraient s'étendre et se coordonner.

Le don de soi ?

Lors de la première vague, des infirmiers en étude d'anesthésie (EIADE) ont renforcé les équipes sur des postes vacants en prenant sur leur temps de stage. Ceux qui étaient en auto-financement n'ont semble-t-il pas été reconnus en contrat et n'ont donc pas eu de salaire. Euuuh...

Un plan d'urgence pour notre santé

Le 7 novembre des mobilisations ont eu lieu à Toulouse et à Besançon. Elles ont rassemblé 4000 personnes à Toulouse. Un nouvel appel y a lieu ce samedi 21 novembre, organisons-nous pour nous battre ensemble.

Vies méprisées qu'on n'oubliera pas

Une étude de l'École de médecine du Maryland sur le premier confinement révélait fin octobre que les populations schizophrènes faisaient partie des premières victimes du Covid. Ayant plus de risques d'être affectés par des formes sévères du virus, elles ont aussi moins de chances d'être admises en unités de soins intensifs que les autres, et risquent davantage de décéder du Covid (jusqu'à 25% de risques de plus que les autres patients). En cause, le tri intolérable entre les patients ayant des difficultés respiratoires. L'étude montre que cette situation

pourrait être évitée pour cette population vulnérable si étaient renforcés les moyens à tous les niveaux de la prise en charge des patients atteints du Covid. Ce sera à nous de se débarrasser des responsables de ces choix inhumains !

La réforme des retraites à la poubelle

Les sénateurs LR ont fait adopter en catimini au Sénat un amendement à la loi de financement de la Sécurité sociale qui permettrait, promulgué tel quel, d'appliquer les grandes mesures de la réforme des retraites : report de l'âge de départ et allongement de la durée de cotisation. Dénoncée par des millions de travailleurs l'hiver dernier, cette réforme avait été depuis suspendue. Le patronat est gâté et nous nous sommes gavés de colère.

Seules les luttes des travailleurs feront la différence

Trump est sur le départ. Bon débarras ! Personne ne regrettera le milliardaire raciste et sa démagogie souverainiste : ses cadeaux aux patrons américains n'ont pas fait reculer le chômage, mais exploser la précarité et les inégalités.

Le bilan de Trump, ce sont ces « travailleurs-SDF » qui dorment dans leur voiture, ces octogénaires contraints de travailler... et le bilan de l'épidémie de Covid avec ses 250 000 morts, principalement des pauvres, souvent Noirs ou Latinos. Biden a un style différent. Pourtant ce n'est pas son programme qui débarrassera les États-Unis du racisme et de la pauvreté. Fidèle serviteur de la bourgeoisie depuis 50 ans, il restera au service des Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffet possédant à eux trois autant de richesses que la moitié de la population. La campagne électorale a polarisé la société entre démocrates et républicains. La seule division qui vaille, c'est celle entre exploités et exploités. Au-delà des élections, la seule perspective c'est la lutte commune contre les capitalistes et ceux qui les représentent.

S'en prendre aux plus démunis, ils ne savent faire que ça

Hier les flics ont odieusement délogé les migrants survivants tant bien que mal à Porte de Paris. Plus de 110 000 logements sont vides en région parisienne ! C'est 50 fois le nombre d'hommes, de femmes et enfants harcelés par les flics à Porte de Paris ! Pour faire bonne figure la préfecture promet gymnases et hôtels. Des solutions absolument pas pérennes.

À bas cette société où garder des logements vides rapporte du fric tandis qu'être à la rue est un crime !

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux → FB, Twitter et Insta : @npaetincelle

Vous voulez lire le reste de nos publications ? Rendez-vous sur convergencesrevolutionnaires.org

Et achetez l'Anticapitaliste hebdo à nos diffuseurs !